



MINISTÈRE DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET ET DES FINANCES PUBLIQUES



RAPPORT D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Premier Trimestre 2019

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE

Premier Trimestre 2019

Avant-propos

En dépit des efforts d'ajustement consentis depuis la mise en œuvre du plan de relance de l'économie, la reprise de l'activité économique demeure fragile. Cette situation nécessite la poursuite des efforts d'assainissement des finances publiques et la mise en œuvre des réformes visant à accroître l'espace fiscal.

Aussi, en application des dispositions de l'article 83 de la LOLFEB, visant à rendre accessible au Parlement et au contribuable, l'information sur l'exécution de la loi de finances, le présent rapport est-il élaboré.

Son contenu traduit la volonté de donner une lisibilité à l'action du Gouvernement, orientée vers la poursuite des réformes structurelles, la préservation des secteurs sociaux ainsi que le maintien des équilibres macroéconomiques.

Par conséquent, j'adresse mes encouragements à l'ensemble des acteurs impliqués dans la production de cette revue pour laquelle les efforts doivent être maintenus afin de pérenniser cette pratique, conformément au calendrier de publication arrêté de commun accord avec les partenaires techniques et financiers.

Le Ministre d'Etat, Ministre du Budget
et des Comptes Publics
Jean Fidèle OTANDAULT

Abréviations et acronymes

ANGTI	Agence Nationale des Grands Travaux d'Infrastructures
ASS	Afrique subsaharienne
BEPC	Brevet d'Études du Premier Cycle
BOP	Budget opérationnel de programme
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEP	Certificat d'Études Primaires
CNAMGS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale
CSS	Contribution Sociale de Solidarité
CP	Crédits de paiement
CSS	Contribution Spéciale de Solidarité
DCAF	Direction Centrale des Affaires Financières
DGI	Direction Générale des Impôts
EDS	Enquête démographique et de santé
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
FBP	Financement basé sur les performances
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
FMI	Fonds monétaire international
GCI	Indice mondial de la compétitivité (<i>Global Competitiveness Index</i>)
GdG	Gouvernement du Gabon
GEF	Gabonais économiquement faible
GFP	Gestion des Finances Publiques
LFR	Loi de Finances Rectificative
LOLFEB	Loi organique relative aux lois de finances et à l'exécution du budget
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGR	Office Gabonais des Recettes
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAP	Projet Annuel de Performance
PEM	Perspectives de l'économie mondiale
PIP	Prime d'incitation à la performance
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PPP	Partenariat public-privé
PRE	Plan de Relance de l'Économie
PSGE	Plan Stratégique Gabon Émergent
ROAM	Redevance obligatoire à l'assurance maladie
RPROG	Responsables de programme
SEEG	Société d'Énergie et d'Eau du Gabon
SIGRH	Système d'information de gestion des ressources humaines
SOGARA	Société Gabonaise de Raffinage
SOGATRA	Société Gabonaise Des Transports
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UO	Unité opérationnelle
ZES	Zone économique spéciale

SOMMAIRE

Avant-propos.....	5
Abréviations et acronymes	6
SOMMAIRE.....	7
Index des tableaux	8
Index des graphiques	8
SYNTHESE	9
SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31 MARS 2019	10
Les recettes du budget de l'Etat	10
Les dépenses du budget général.....	12
Les comptes d'affectation spéciale.....	17
Les opérations de trésorerie et de financement.....	19
Conclusion	20
PRECISIONS METHODOLOGIQUES	21
ANNEXES.....	22
Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat (en millions de FCFA)	23
Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en FCFA).....	24
Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA).....	25
Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire (en millions de FCFA).....	26
Annexe 5 : Dépenses sociales hors titre 2 (en milliards de FCFA)	27
Annexe 6 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de FCFA)	28
Annexe 7 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de FCFA).....	29
Annexe 8 : Exécution de la solde permanente par mission (en FCFA).....	30
Annexe 9 : Exécution de la solde permanente par mission (en FCFA).....	31

Index des tableaux

Tableau 1 : Suivi de l'exécution, en lien avec l'article d'équilibre de la loi de finances (en millions de FCFA).....	10
Tableau 2 : Exécution des dépenses de personnel (titre 2).....	14
Tableau 3 : Effectifs à fin mars 2019	14
Tableau 4 : Exécution des prêts projets à fin mars 2019.....	15
Tableau 5 : Dépenses des missions du secteur social à fin mars 2019 (en milliards de FCFA)	16
Tableau 6 : Subventions de l'Etat à fin mars 2019 (en milliards de FCFA)	17
Tableau 7 : Opérations de trésorerie et de financement au 31 mars 2019	19

Index des graphiques

Figure 1 : situation des encaissements des recettes à fin mars 2019.....	11
Figure 2 : Exécution des dépenses du budget général par titre.....	12
Figure 3 : Situation des comptes spéciaux à fin mars 2019	18

SYNTHESE

Solde

Au 31 mars 2019, le solde net d'exécution, obtenu par consolidation du solde des opérations de trésorerie et de financement et le solde budgétaire global, s'établit à **-50,3 milliards FCFA**.

Recettes

Les recettes du budget de l'Etat se sont établies à **397,8¹ milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 19%. Ce taux est supérieur à celui observé en 2018, qui était de 16% pour un niveau total de recettes de **317,5 milliards F.CFA**.

Dépenses

A fin mars, le règlement des dépenses du budget de l'Etat² a atteint **304 milliards FCFA**, soit 15% de réalisation par rapport à la loi de finances initiale (LFI).

Comptes d'affectation spéciale

Le solde global des comptes spéciaux est positif (**4,1 milliards FCFA**). Ce résultat est tributaire du faible niveau d'exécution en dépenses.

¹ Ce montant diffère de celui enregistré dans le TOFE, il intègre notamment la liquidation des remboursements de la TVA (-28,1), les recettes des comptes des correspondants (15,7) et les attributions de produits (1,2)

² Il s'agit ici des dépenses effectivement payées.

SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31 MARS 2019

Tableau 1 : Suivi de l'exécution, en lien avec l'article d'équilibre de la loi de finances (en millions de FCFA)

RECETTES				DEPENSES				SOLDE
BUDGET GENERAL								
TITRES	LF 2019	Exé. à fin mars 2019	Taux	TITRES	LF 2019	Exé. à fin mars 2019	Taux	
Titre 1. Recettes fiscales	1 321 843	258 315	20%	Titre 1. Charges financières de la dette	255 594	24 252	9%	
Titre 2. Dons, legs et fonds de concours	3 458	-	0%	Titre 2. Dépenses de personnel (hors prestations sociales)	672 760	164 249	24%	
Titre 3. Cotisations sociales	- 36 717	- 9 340	25%	Titre 3. Dépenses de biens et services	288 538	40 500	14%	
Titre 4. Autres recettes	738 364	124 442	17%	Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions)	245 435	41 396	17%	
				Titre 5. Dépenses d'investissement	381 044	12 701	3%	
				dont finex	783 599	2 838	2%	
				Titre 6. Autres dépenses	64 500	585	1%	
A. TOTAL DES RECETTES DU BUDGET GENERAL	2 026 949	373 416	18%	A. TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	1 907 871	283 683	15%	
							89 734	
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)								
PENSIONS	61 557	15 535	110%	PENSIONS	61 557	15 535	25%	
Titre 3. Cotisations sociales	61 557	15 535	110%	Titre 4. Dépenses de transfert	61 557	15 535	25%	
Part salariale	30 166	6 444	106%	Pensions civiles et militaires	54 256	15 466	29%	
Part patronale de l'Etat	31 391	9 091	114%	Pensions speciales	7 301	69	1%	
PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES	16 500	3 082	101%	PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES	16 500	3 082	19%	
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	3 082	101%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	3 082	19%	
Allocations familiales	16 500	3 082	101%	Prestations familiales	16 500	3 082	19%	
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 899	302	34%	PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 899	200	11%	
Titre 1. Recettes fiscales	1 899	302	34%	Titre 3. Dépenses de biens et services	633	60	9%	
Redevance audiovisuelle	1 899	302	34%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 266	140	11%	
PROMOTION DU SPORT	4 218	784	71%	PROMOTION DU SPORT	4 218	-	0%	
Titre 1. Recettes fiscales	4 218	784	71%	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	
Taxes sur les jeux de hasard	276	38	71%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 109	-	0%	
Droits d'accises	3 942	746	71%	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	
				Titre 5. Dépenses d'investissement	2 109	-	0%	
FORMATION POUR L'EMPLOI	2 296	1 827	66%	FORMATION POUR L'EMPLOI	2 296	496	22%	
Titre 1. Recettes fiscales	2 296	1 827	66%	Titre 3. Dépenses de biens et services	765	149	19%	
Taxes de formation professionnelle	2 296	1 827	66%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 531	347	23%	
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 394	-	0%	SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 394	-	0%	
Titre 1. Recettes fiscales	2 394	-	0%	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	-	-	
Redevance universelle	2 394	-	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394	-	0%	
Promotion du logement décent	4 442	1 361		Promotion du logement décent	4 442	-	0%	
Titre 1. Recettes fiscales	4 442	1 361		Titre 3. Dépenses de biens et services	888	-	0%	
Fonds National de l'Habitat (FNH)	4 442	1 361		Titre 5. Dépenses d'investissement	3 554	-	0%	
Gestion du patrimoine routier et qualité des carburant	17 939	1 538		Gestion du patrimoine routier et qualité des carburant	17 939	976	5%	
Titre 1. Recettes fiscales	17 939	1 538		Titre 3. Dépenses de biens et services	1 794	98	5%	
Redevance d'usure de la route (RUR)	17 939	1 538		Titre 5. Dépenses d'investissement	16 145	879	5%	
B. TOTAL RECETTES DES CAS	111 246	24 428	87%	B. TOTAL DEPENSES DES CAS	111 246	20 288	18%	
C. TOTAL RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT	2 138 195	397 844	82%	C. TOTAL DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT	2 019 117	303 971	15%	
							93 873	
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL							93 873	
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE							93 873	

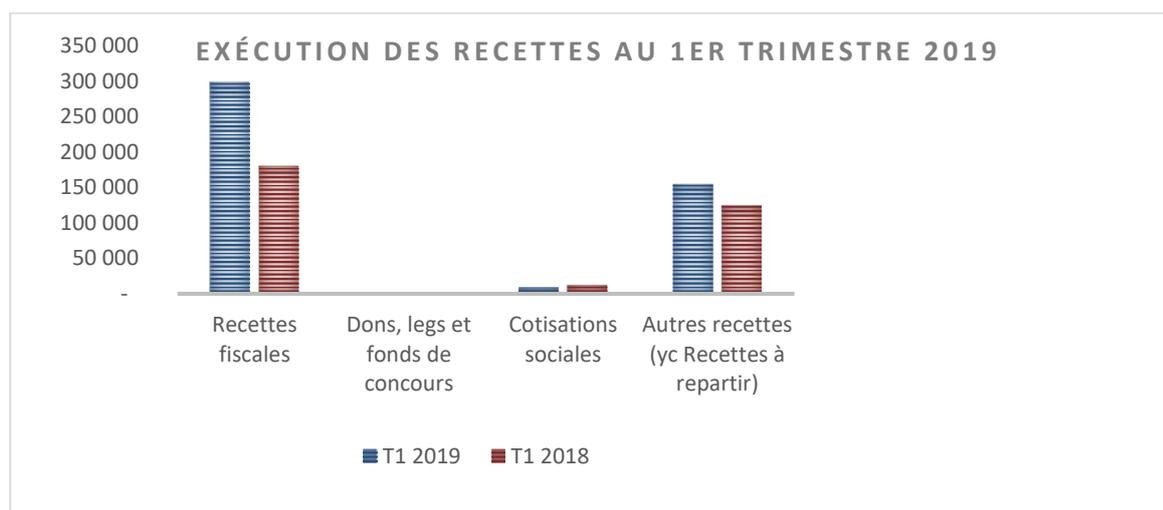
Source : DGBFiP

Les recettes du budget de l'Etat

Au 31 mars 2019, le montant total des recettes du budget de l'Etat a atteint **397,8 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **2 113,4 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 19% contre 16% par rapport à l'année dernière.

A périmètre constant, les recettes budgétaires sont en hausse de 25% par rapport aux encaissements effectués en mars 2018 qui se chiffraient à **317,5 milliards FCFA**.

Figure 1 : situation des encaissements des recettes à fin mars 2019



Source : DGCPT/DGBFiP

Arrêté à **1 330,2 milliards FCFA** dans la loi de finances 2019, le montant des recettes fiscales encaissées à la fin du premier trimestre s'élève à **262,8 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 20%. Comparativement au premier trimestre de 2018, les recettes fiscales enregistrent une plus-value de **83 milliards FCFA** à la même période. Ce dynamisme s'explique par une activité soutenue des secteurs porteurs de l'économie nationale.

Au niveau de la fiscalité intérieure, les recettes fiscales (hors recettes pétrolières) recouvrées enregistrent une hausse significative de 45% par rapport à mars 2018. Malgré le mouvement d'humeur au niveau des services fiscaux au premier trimestre 2019, le recouvrement du deuxième acompte de l'impôt sur les sociétés (IS) a connu un regain en février 2019. Le recouvrement de l'IS s'établit ainsi à **86,3 milliards FCFA** à fin mars 2019 pour une prévision de recouvrement de **76,8 milliards FCFA**. Cette embellie est perceptible en raison de l'effet de rattrapage des encaissements des acomptes exigibles sur cet impôt.

Au niveau du cordon douanier, les recettes encaissées à fin mars 2019 se chiffrent à **65,3 milliards FCFA** quasi conformes aux prévisions de la période étudiée.

Comme pour le premier trimestre 2018, aucun tirage n'est enregistré au titre du fonds de concours. A contrario, les cotisations sociales enregistrent une baisse de 28% par rapport au rendement observé en 2018 à la même période.

Par ailleurs, malgré la bonne tenue des revenus pétroliers, le poste « autres recettes » observe un rendement inférieur à celui du premier trimestre 2018.

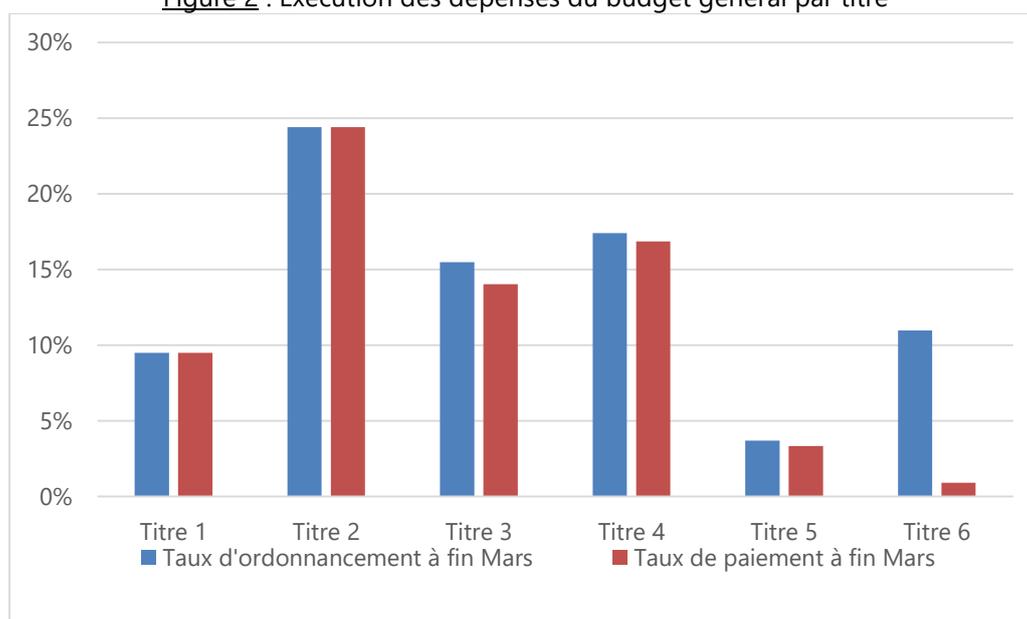
Les dépenses du budget général

1) Analyse par titre de la dépense

Au 31 mars 2019, les paiements des dépenses inscrites au budget général ont atteint **283,7 milliards FCFA** pour un niveau d'ordonnement de **297 milliards FCFA**, soient des taux d'exécution respectifs de 15% et 16%.

Comparativement à la même période en 2018, le taux d'ordonnement est en baisse de 3% (16% contre 19%). La tendance inverse est observée sur les paiements (15% contre 14%).

Figure 2 : Exécution des dépenses du budget général par titre



Source : DGBFiP

❖ *Les charges financières de la dette (titre 1)*

Les règlements intervenus sur ce poste s'élèvent globalement à **24,2³ milliards FCFA** contre une prévision annuelle de **255,6 milliards FCFA**. Ce niveau est supérieur à celui exécuté à fin mars 2018 qui avait atteint **14,3 milliards FCFA**.

Ce poste de dépenses est composé de **10 milliards FCFA** de charges d'intérêts sur la dette extérieure et de **14,2 milliards FCFA** sur la dette intérieure.

Les intérêts sur la dette extérieure se déclinent ainsi qu'il suit :

- **5 milliards FCFA** sur la dette bilatérale ;
- **3,7 milliards FCFA** sur la dette multilatérale ;
- **1,3 milliard FCFA** sur les intérêts banques commerciales.

Les intérêts sur la dette intérieure se répartissent en intérêts intérieurs conventionnés pour **9 milliards FCFA** et ceux liés à la gestion de la trésorerie de l'Etat à hauteur de **5,2 milliards FCFA**.

Les intérêts sur la dette intérieure conventionnée comprennent :

- **7,1 milliards FCFA** au titre des intérêts-banques intérieures courants ;
- **1,8 milliard FCFA** sur les marchés financiers.

Les charges de trésorerie de l'Etat se répartissent comme suit :

- **1,8 milliard FCFA** de facilités de caisse ;
- **3,1 milliards FCFA** sur les intérêts Bons du Trésor Assimilables (BTA);
- **0,2 milliard FCFA** sur les autres frais bancaires.

❖ *Les dépenses de personnel (titre 2)*

Les règlements au titre des dépenses de personnel ont atteint **164,2 milliards FCFA**, soit 24% du taux d'exécution au regard de la prévision de **672,8 milliards FCFA** pour l'année.

Dans cette catégorie de dépenses, la solde permanente représente **152,9 milliards FCFA⁴**, soit 93% du poids de l'ensemble. Les autres éléments de rémunération⁵ se sont élevés à **11,3 milliards FCFA**, soit 18% de la prévision.

³ Ce montant n'intègre pas le service de la dette qui comprend les arriérés extérieurs pour 4 milliards CFA et arriérés intérieurs pour 3,9 milliards FCFA

⁴ Ce montant diffère de celui enregistré dans le TOFE de 3,1 milliards de FCFA correspondant aux prestations familiales devant plutôt apparaître en transfert (Titre 4).

⁵ La main d'œuvre non permanente, les capitaux décès, les services rendus et autres indemnités de session, les vacances des enseignants et autres primes

Le détail des rubriques de ce poste de dépenses est figuré dans le tableau ci-après.

Tableau 2 : Exécution des dépenses de personnel (titre 2)

CATEGORIES	LF 2019	REGLEMENT AU 31 MARS	TAUX
TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL	672 760	164 249	24%
Rémunérations de personnels	672 760	164 249	24%
<i>Solde permanente</i>	610 760	152 953	25%
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	47 000	7 877	17%
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	15 000	3 420	23%

Source : DGBFiP/DSREB/DS

Par ailleurs, il est constaté une baisse des effectifs de près de 2 409 agents publics de 2018 à 2019, soit une diminution de près de 2% des effectifs des agents de l'Etat. Cette diminution s'explique par la décision du gel des recrutements en 2017, le contrôle des effectifs et la mise à la retraite systématique des agents.

Le tableau ci-après présente l'évolution des effectifs des agents.

Tableau 3 : Effectifs à fin mars 2019

	LFR 2018	Fin 1er trimestre 2018	LF 2019	Fin 1er trimestre 2019
Effectifs des ministères et institutions	105 640	105 048	102 079	102 639

Source : DGBFiP

❖ **Les dépenses de biens et services (titre 3)**

Prévues à **288,5 milliards FCFA**, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de **44,7 milliards FCFA⁶**, pour un niveau de règlement de **40,5 milliards FCFA** soit un taux d'exécution de 14% par rapport à la LF.

A fin mars, les paiements effectués sur ce titre hors remboursement de TVA s'élèvent à **25 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 16%.

Les remboursements de TVA et les attributions de produits, exécutés respectivement à hauteur de **14,1 milliards FCFA** (12% en taux d'exécution) et **1 milliard FCFA** (9% en taux d'exécution).

⁶ Ce montant diffère de 15,5 milliards de FCFA de celui affiché dans le TOFE à fin mars 2019 en raison des classements méthodologiques ; le TOFE enregistrant les remboursements TVA en "variation d'arriérés" et les ADP essentiellement dans le poste "correspondants".

❖ **Les dépenses de transferts (titre 4)**

Les dépenses de transferts ont été globalement ordonnancées à hauteur de **42,7 milliards FCFA**⁷ sur une prévision de **245,4 milliards FCFA**. Sur ce montant les règlements s'élèvent à **41,4 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 17%. Ce résultat demeure toutefois supérieur au niveau observé à fin mars 2018 soit 14%.

❖ **Les dépenses d'investissement (titre 5)**

Les ordonnancements sur les dépenses d'investissement ont atteint **14 milliards FCFA**⁸ à fin mars 2019, sur une prévision annuelle de **381 milliards FCFA**. Ce montant ordonnancé se répartit en **8,3 milliards FCFA** sur ressources propres, **2,8 milliards FCFA** au titre des prêts projets et **2,9 milliards FCFA** pour les collectivités locales.

L'exécution des prêts-projets sur financements extérieurs a atteint un taux de réalisation de 2%, soit une mobilisation de **2,8 milliards FCFA** contre une prévision budgétaire de **183,6 milliards FCFA**. Ces décaissements ont été réalisés exclusivement auprès de l'Agence Française de Développement (AFD) tel que présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : Exécution des prêts projets à fin mars 2019

N°	CREANCIERS	PROJETS	MONTANTS EN F.CFA
1	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT	REHABILITATION DU TRANSGABONAI	2 435 277 870
		PROGRAMME D'INVESTISSEMENT SECTEUR DE L'EDUCATION	402 622 071
TOTAL PRETS PROJETS			2 837 899 941

Source : DGD

❖ **Les autres dépenses (titre 6)**

Le poste autres dépenses porte essentiellement sur les dépenses des plans sociaux et de restructuration des entreprises, les protocoles transactionnels et les condamnations pécuniaires de l'Etat. Sur une dotation en LF de **64,5 milliards FCFA**, ces dépenses ont été ordonnancées à fin mars 2019, à hauteur de **7,1 milliards FCFA**, soit une exécution de 11%. Ces dépenses concernent essentiellement les protocoles transactionnels.

⁷ Ce montant diffère de celui du TOFE en raison des classements méthodologiques. Il n'intègre pas les pensions mais prend en compte les attributions de produits pour un montant de 12,5 milliards de FCFA.

⁸ Ce montant diffère de 2,8 milliards FCFA de celui du TOFE en raison des classements méthodologiques, le TOFE enregistrant les Collectivités locales (2,9 milliards de FCFA) sur un autre poste.

2) Exécution des dépenses sociales

Les dépenses sociales ont été réglées à hauteur de **106,2 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 17% par rapport à la LF. Ces règlements concernent aussi bien les politiques publiques du secteur social que les subventions et les autres dépenses à caractère social relevant d'autres secteurs.

S'agissant des missions à caractère social, les règlements effectués se chiffrent à **69,1 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 13% par rapport à la LF, tel qu'indiqué dans le tableau ci-après.

Ce niveau est essentiellement tiré par les dépenses de l'éducation nationale à hauteur de **28,1 milliards FCFA**, soit un taux de 14%.

Tableau 5 : Dépenses des missions du secteur social à fin mars 2019 (en milliards de FCFA)

Mission/Titre	LF 2019	Règl.	Taux Règl.
11:Éducation nationale	198,2	28,1	14%
2:dépenses de personnel	157,8	5,6	4%
3:dépenses de biens et services	11,5	4,2	37%
4:dépenses de transfert	0,5	0,2	29%
5:dépenses d'investissement	28,4	18,1	64%
12:Enseignement supérieur et recherche scientifique	85,9	21,0	24%
2:dépenses de personnel	31,0	3,8	12%
3:dépenses de biens et services	7,9	1,5	19%
4:dépenses de transfert	38,1	15,6	41%
5:dépenses d'investissement	8,9	-	0%
22:Prévoyance sociale	90,1	5,1	6%
2:dépenses de personnel	10,6	0,7	6%
3:dépenses de biens et services	0,5	0,3	58%
4:dépenses de transfert	78,9	4,1	5%
25:Santé	115,0	13,0	11%
2:dépenses de personnel	68,3	2,1	3%
3:dépenses de biens et services	17,0	7,7	45%
4:dépenses de transfert	11,4	3,2	28%
5:dépenses d'investissement	18,4	-	0%
29:Travail et emploi	28,6	1,9	7%
2:dépenses de personnel	8,3	1,5	18%
3:dépenses de biens et services	2,1	0,3	14%
4:dépenses de transfert	0,6	0,1	13%
5:dépenses d'investissement	17,6	-	0%
Total général	517,9	69,1	13%

Source : DGBFiP/DGCPT

En ce qui concerne les subventions et les autres dépenses à caractère social relevant d'autres secteurs, le niveau des règlements à fin mars s'établit à **37,11**

milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 36%. Le détail de ces règlements est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 6 : Subventions de l'Etat à fin mars 2019 (en milliards de FCFA)

SUBVENTIONS	LF 2019	REGLT 2019	TAUX
Soutien aux prix des produits pétroliers (SOGARA)	46,30	2,60	6%
Ticket modérateur transport urbain (SOGATRA)	4,36		0%
Prestations familiales (allocations familiales, rentrée scolaire)	16,50	3,10	19%
Pensions (part patronale)	31,39	9,09	29%
Accès aux services sociaux de base (électricité, eau potable)	3,87		0%
Frais d'inhumation et transport	1,75		0%
GEF-CNAMGS	27,20	10,50	39%
CNAMGS (Agents publics)	11,20	5,02	45%
Bourse des enfants de diplomate	-	1,80	-
CNSS		5,00	-
TOTAL 2	102,43	37,11	36%
Dépenses sociales	517,91	69,07	13%
TOTAL GENERAL (Dépenses Sociales + Subventions)	620,33	106,18	17%

Source : DGBFiP, DGCP

Les comptes d'affectation spéciale

Le solde des comptes spéciaux (cf. annexe 7) s'établit à **4,1 milliards FCFA**, soit un excédent par rapport à la mobilisation des recettes qui prévoyait l'équilibre des comptes.

Le compte d'affectation spéciale « **Pensions** » présente de manière détaillée les recettes et les dépenses de l'ensemble des régimes de pensions de retraite. Il a été exécuté en recettes et en dépenses à **15,5 milliards FCFA** sur une prévision de **61,5 milliards FCFA**.

Le compte d'affectation spéciale « **Prestations familiales et sociales** » a été exécuté en recettes et en dépenses à **3 milliards FCFA**.

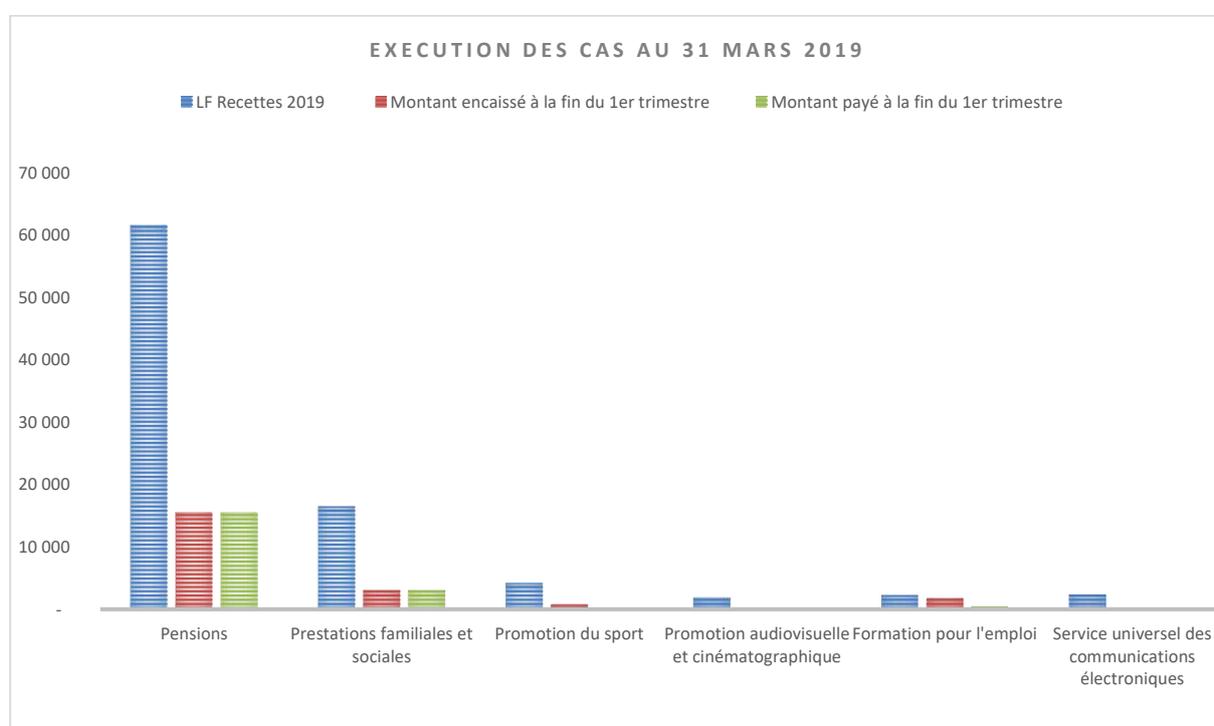
Le compte d'affectation spéciale « **Promotion audiovisuelle et cinématographique** » a été exécuté respectivement en recettes et en dépenses à hauteur de **302 millions FCFA** et **200 millions FCFA**, soit un solde positif de **102 millions FCFA**.

Le compte d'affectation spéciale « **Formation pour l'emploi** » a été exécuté respectivement en recettes et en dépenses à **1,8 milliard FCFA** et **496 millions FCFA**.

A fin mars les comptes d'affectation spéciale « **Promotion du sport** » et « **Promotion du logement décent** » ont été exécutés uniquement en recettes pour des montants respectifs de **784 millions FCFA** et **1,4 milliard FCFA**.

Enfin, prévu à **2,4 milliards FCFA**, le compte d'affectation spéciale « **Service Universel des Communications Electroniques** » n'a fait l'objet d'aucune exécution.

Figure 3 : Situation des comptes spéciaux à fin mars 2019



Source : DGBFiP, données DGCPT

Les opérations de trésorerie et de financement

1) Charges de trésorerie et de financement

Les charges de trésorerie et de financement, ont été exécutées à hauteur de **244,1 milliards FCFA** sur une prévision annuelle de **1 014,3 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 24%. Ces dépenses se répartissent ainsi qu'il suit :

- **101,5 milliards FCFA** d'amortissements extérieurs ;
- **17,7 milliards FCFA** d'amortissements intérieurs ;
- **107,2 milliards FCFA** d'autres amortissements, notamment les instances trésor et les arriérés TVA ;
- **17,7 milliards FCFA** des prêts et avances.

2) Ressources de trésorerie et de financement

Les ressources de financement ont été mobilisées pour **99,9 milliards FCFA** sur une prévision annuelle de **920 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 11%. Elles sont composées des tirages (prêts projets **2,8 milliards FCFA** et prêts programmes **90,2 milliards FCFA**) et du financement non bancaire (accumulation des instances **6,8 milliards FCFA**).

Tableau 7 : Opérations de trésorerie et de financement au 31 mars 2019

	LFR 2018	Exécution à fin mars	LF 2019	Exécution à fin mars	Taux d'exécution
Charges de trésorerie et de financement					
Amortissement (dette extérieure)	257 044	22 284	354 376	101 513	29%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	176 646	27 455	263 518	17 661	7%
Autres amortissements	52 226	90 738	152 190	107 241	70%
Correspondants du Trésor	37 598	13 101	-	-	-
Prêts et avances	-	-	244 216	17 658	7%
Total	949 471	153 578	1 014 300	244 073	24%
Ressources de trésorerie et de financement					
Tirages	679 243	11 131	679 520	93 032	14%
Emissions de titres publics	98 702	7 500	120 000	-	0%
Financement bancaire	7 651	-	-	-	-
Financement non bancaire	572 890	-	120 479	6 850	6%
Total	876 343	18 631	919 999	99 881	11%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	- 73 128	- 134 947	- 94 301	- 144 192	
Solde budgétaire global	73 128	37 023	94 301	93 873	
Solde net	-	- 97 924	-	- 50 318	

Source : DGCPT et DGBFiP

Le solde net de l'exécution des opérations de trésorerie et de financements et des opérations budgétaires s'établit à **-50,3 milliards FCFA**.

Conclusion

L'exécution des opérations financières de l'Etat laisse apparaître un solde net déficitaire à **50,3 milliards FCFA**, malgré l'excédent enregistré par les opérations du budget de l'Etat. Ce solde est toutefois moins prononcé que celui enregistré au premier trimestre 2018 qui était de **-84,8 milliards FCFA**.

Ce résultat laisse transparaître un resserrement de l'espace budgétaire induit par la chute des ressources propres en lien avec la crise observée depuis trois ans, malgré la légère reprise de l'activité économique.

Dans ce contexte et en vue de contenir les dépenses publiques dans les limites du programme, un accent particulier a été mis aussi bien sur le contrôle et la régulation de la dépense publique que sur la gestion prudente de la trésorerie.

Parallèlement, au-delà des performances enregistrées au premier trimestre 2019, dans la mobilisation des recettes, les administrations fiscales devront redoubler d'efforts en vue d'améliorer le rendement des impôts et taxes.

Ces mesures devront être maintenues et renforcées tout au long de l'année.

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

Le présent rapport est effectué à partir de données disponibles à la fin du trimestre. Toutefois, pour garantir la production de ce dernier, l'organisation des travaux d'élaboration exige une collaboration conjointe entre de nombreux services qui sont à la source de certaines données et capables d'en analyser les évolutions dans le respect des délais impartis.

Les recettes encaissées présentées dans ce rapport ont fait l'objet de rapprochements avec le niveau des liquidations faites par les régies financières.

En ce qui concerne l'exécution des Attributions de Produits et des Comptes d'Affectation Spéciale, une analyse pertinente n'a pas pu être menée du fait de l'absence de données qualitatives, relevant de la compétence des gestionnaires.

ANNEXES

Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat (en millions de FCFA)

Natures des recettes	2019			2018	
	LFI 2019	Réalisation du 1er trimestre 2019	Taux	LFR 2018	Réalisation au 1er trimestre
A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)	1 330 257	262 766	19,8%	1 212 925	179 943
Impôts	536 256	127 339	23,7%	442 516	63 411
Impôts sur les sociétés	374 077	91 106	24,4%	274 574	35 103
Sociétés pétrolières	105 440	4 805	4,6%	51 869	-
Sociétés minières	67 558	125	0,2%	63 160	-
Retenues à la source	25 775	7 285	28,3%	20 471	7 428
Autres sociétés	175 304	78 891	45,0%	139 074	27 675
Impôts sur les personnes	138 272	31 041	22,4%	148 527	26 580
Impôts sur le revenu des personnes physiques	55 795	10 931	19,6%	47 964	4 963
Acomptes versés par les salariés	54 121	14 123	26,1%	66 104	15 549
Taxes complémentaires sur les salaires	-	5 983	-	34 408	6 061
Impôts forfaitaires sur le revenu	28 318	4	0,0%	51	7
Autres impôts sur les personnes	39	-	0,0%	-	-
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	23 907	5 192	21,7%	19 415	1 728
Taxes	794 001	135 427	17,1%	770 409	116 532
Taxes de formation professionnelle	2 296	1 827	79,6%	4 191	331
Droits et taxes sur la propriété	36 932	2 815	7,6%	53 615	3 034
Taxes sur les biens et services	411 973	65 162	15,8%	357 978	60 784
Droits et taxes de douanes	313 830	65 287	20,8%	317 634	47 435
Autres recettes fiscales	28 969	336	1,2%	36 991	4 948
B. TITRE 2: DONLS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	3 458	-	0,0%	2 220	-
C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES	41 340	9 276	22,4%	37 274	12 837
Cotisations retraites	30 166	6 407	21,2%	26 100	6 699
Prélèvements sociaux	-	-	-	-	3 166
Cotisation CNAMGS	11 174	2 869	25,7%	11 174	2 972
D. TITRE 4: AUTRES RECETTES	712 364	109 913	15,4%	750 761	112 130
Revenu de la propriété	649 316	96 780	14,9%	666 625	97 122
Revenus de participations	3 413	123	3,6%	3 251	743
Revenus du domaine foncier	6 010	46	0,8%	4 623	34
Revenus du domaine pétrolier	626 112	95 469	15,2%	646 397	95 035
Revenus du domaine minier	5 327	1	0,0%	5 081	20
Revenus du domaine forestier	8 455	1 141	13,5%	7 273	1 290
Recettes diverses non fiscales	63 049	13 133	20,8%	84 136	15 008
Vente de biens et services	26 000	-	0,0%	39 000	-
Recettes à répartir*	-	15 890	-	-	12 633
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	2 113 419	397 844	18,8%	2 042 181	317 543

Source : DGBFiP, DGCPT et DGI

Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en FCFA)

Article	Bénéficiaires	Nature de la recette	LF 2019	EXECUTION A FIN MARS 2019	TAUX D'EXECUTION LF 2019
1		Collectivités locales	26 300 000 000	4 771 418 400	0
110	Collectivités locales	Impôts sur le revenu des personnes physiques	-	-	-
111	Collectivités locales	Acomptes versés par les salariés	-	-	-
112	Collectivités locales	Impôts forfaitaires sur le revenu	-	-	-
113	Collectivités locales	Taxe sur les carburants	1 091 000 000	256 900 000	24%
114	Collectivités locales	Patentes	3 334 000 000	1 246 000 000	37%
115	Collectivités locales	Licences	391 000 000	48 518 400	12%
116	Collectivités locales	Foncier bâti	5 022 000 000	2 095 100 000	42%
117	Collectivités locales	Foncier non bâti	2 545 000 000	310 800 000	12%
118	Collectivités locales	ISL	1 917 000 000	814 100 000	42%
119	Collectivités locales	Contribution pour les ordures ménagères	12 000 000 000	-	0%
2		Contributions Communautaires	6 890 000 000	628 732 211	0
210	CEEAC	Taxe communautaire d'Intégration	3 159 000 000	48 265 480	2%
211	CEMAC	Contribution Communautaire d'Intégration	2 829 000 000	516 001 415	18%
212	OHADA	Prélèvement OHADA	355 000 000	64 184 270	18%
213	UNION AFRICAINE	Contribution à l'Union Africaine.	547 000 000	281 046	0%
3		Attributions de produits	58 335 000 000	11 285 613 266	0
310	Direction Générale des Études et Laboratoires	Redevance d'Usure de la Route	-	-	-
311	DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	Droit d'accise	192 000 000	36 394 840	19%
312	DG Transports	Licences de transports	60 000 000	9 872 200	16%
313	DG Transports	Permis de conduire	61 000 000	-	0%
314	DG Transports	Cartes grises	79 000 000	-	0%
315	DG Forêts	Ristourne sur amendes et pénalités du secteur forestier	640 000 000	123 783 736	19%
316	DG Pêches et de l'aquaculture	Ristournes sur amendes et pénalités du secteur de la pêche et de l'aquaculture	540 000 000	-	0%
317	DG Environnement et Protection de la nature	Ristournes sur amendes et pénalités du secteur de l'environnement et de la protection de la nature	14 000 000	108 000	1%
318	DG Marine Marchande	Ristournes sur amendes et pénalités du secteur de la Marine Marchande	260 000 000	162 869 492	63%
319	DG Douanes	Redevance informatique	3 408 000 000	604 558 634	18%
320	DG Douanes	Contentieux/Amendes	244 000 000	13 289 738	5%
321	DG Douanes	Travail Extra Légal	8 000 000	886 167	11%
322	DG Douanes	Magasinage	15 000 000	1 046 484	7%
323	DG Douanes	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	4 000 000	-	0%
324	DG Impôts	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	4 155 000 000	67 000 000	2%
325	DG Impôts	Impôts sur les sociétés	-	-	-
326	DG Impôts	IRPP	-	-	-
327	DG Impôts	Taxe sur la valeur ajoutée	1 596 000 000	259 015 000	16%
328	DG Impôts	Taxe sur les loyers	625 000 000	57 750 000	9%
329	DG Impôts	Autres impôts sur les personnes	-	-	-
330	CDC (*)	Fond national de l'habitat	-	-	-
331	CNAMGS	Contribution Spéciale à la Solidarité/Redevance Obligatoire à l'Assurance Maladie	27 240 000 000	6 030 326 884	22%
332	CNAMGS	Cotisation des agents	11 174 000 000	3 019 348 391	27%
333	ANPN (*)	Taxe sur les jeux de hasard (ANPN / 20%)	92 000 000	12 600 000	14%
334	Fonds de péréquation	Impôts sur le revenu des personnes physiques	550 000 000	125 270 000	23%
335	CNEE (Fonds Spéciale Eau) (*)	Contribution spéciale de l'eau	520 000 000	-	0%
336	CNEE (Fonds Spéciale Électricité) (*)	Contribution spéciale de l'électricité	3 200 000 000	200 000 000	6%
337	AGASA (*)	Ristournes AGASA	343 000 000	279 648 168	82%
338	ANGTI (*)	Redevance d'Usure de la Route (affectée)	-	-	-
339	DG Impôts	Redevance d'Usure de la Route (affectée)	-	-	-
340		Redevances Examen et concours	1 145 000 000	-	0%
341		Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	397 000 000	-	0%
342		Ristournes issues des autorisations et renouvellement d'emploi aux travailleurs étrangers	101 000 000	-	0%
343	DG Travail	Ristournes issues des contrôles	600 000 000	-	0%
344	ANBG	Ristournes sur Commission	22 000 000	-	0%
345	ANUTTC	Ristournes sur Amendes et divers	1 050 000 000	281 845 533	27%
TOTAL RECETTES AFFECTEES			91 525 000 000	16 685 763 877	0

Source : DGBFiP et DGCPT

Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA)

Catégorie de dépenses	2019					2018		
	LF 2019	Montant ordonnancé à la fin du 1er trimestre	Taux d'ordonnancement	Montant payé à la fin du 1er trimestre	Taux de paiement	LF 2018	Montant ordonnancé à la fin du 1er trimestre	Taux d'ordonnancement
Titre 1. Charges financières de la dette	255 594	24 252	9%	24 252	9%	231 951	14 279	6%
Titre 2. Dépenses de personnel	672 760	164 249	24%	164 249	24%	640 859	193 756	30%
Titre 3. Dépenses de biens et services	288 538	44 694	15%	40 500	14%	315 075	52 131	17%
Titre 4. Dépenses de transfert	245 435	42 724	17%	41 396	17%	259 369	63 844	25%
Titre 5. Dépenses d'investissement	381 044	14 028	4%	12 701	3%	352 923	25 584	7%
Titre 6. Autres dépenses	64 500	7 080	11%	585	1%	69 500	453	1%
Total des dépenses pour le budget général	1 907 871	297 028	16%	283 683	15%	1 869 677	350 047	19%

Sources : DGCPT et DGBFiP

Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire
(en millions de FCFA)

	LF 2019	Montant des ordonnancements à la fin du 1er trimestre	Montant des paiements à la fin du 1er trimestre
Titre 1. Charges financières de la dette	255 591	24 252	24 252
Extérieur	164 160	10 050	10 050
Intérêts sur emprunts extérieurs - courants	152 160	10 050	10 050
Bilatéraux	20 328	5 043	5 043
Multilatéraux	29 938	3 674	3 674
Banques	23 389	1 332	1 332
Marchés financiers	78 505	-	-
Intérêts - commissions et frais	12 000	-	-
Pertes sur change	8 000	-	-
Commission et frais extérieur DGD	4 000	-	-
Intérieur	91 431	14 203	14 203
Intérieurs - DGD	77 429	8 970	8 970
Intérêts sur emprunts intérieurs - courants	77 429	8 970	8 970
Banques intérieures	26 789	7 131	7 131
Moratoires	15 488	-	-
Marchés financiers	35 152	1 840	1 840
Trésor - dette	14 002	5 232	5 232
Facilités de caisse	4 496	1 832	1 832
Bons du Trésor Assimilables	8 370	3 147	3 147
Autres frais bancaires	1 136	253	253
Titre 2. Dépenses de personnel	672 760	164 249	164 249
Rémunération du personnel	672 760	164 249	164 249
Solde permanente	610 760	152 953	152 953
Rémunération autres catégories de salariés	47 000	7 877	7 877
Primes et indemnités des fonctionnaires	15 000	3 420	3 420
Titre 3. Dépenses de biens et services	288 538	44 694	40 500
Autres biens et services	159 101	29 234	25 039
Remboursement TVA	115 294	14 124	14 124
Attribution des produits	14 144	1 337	1 337
Titre 4. Dépenses de transferts	245 435	42 724	41 396
Autres transferts	157 778	27 667	26 621
Soutien des prix des produits pétroliers	21 000	2 570	2 570
Attribution des produits	66 656	12 486	12 204
<i>dont Gratuité des accouchements</i>	-	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	381 043	14 028	12 701
Financements sur ressources propres	186 720	8 327	7 000
Financements extérieurs	183 599	2 838	2 838
Collectivités locales	10 724	2 863	2 863
Titre 6. Autres dépenses	64 500	7 080	585
Intérieurs-AJE	4 000	7 080	585
Protocoles transactionnels	1 000	7 080	585
Condamnations pécuniaires	2 000	-	-
Séquestres	500	-	-
Autres	500	-	-
Restructuration des entreprises	54 500	-	-
Coûts sociaux de restructuration	54 500	-	-
Divers	6 000	-	-
Autres contentieux	6 000	-	-
TOTAL	1 907 868	297 028	283 683

Source : DGCP

Annexe 5 : Dépenses sociales hors titre 2 (en milliards de FCFA)

Mission/Titre	LF 2019	Règl.	Taux Règl.
11:Education nationale	40,5	22,5	56%
3:dépenses de biens et services	11,5	4,2	37%
4:dépenses de transfert	0,5	0,2	29%
5:dépenses d'investissement	28,4	18,1	64%
12:Enseignement supérieur et recherche scientifique	54,9	17,2	31%
3:dépenses de biens et services	7,9	1,5	19%
4:dépenses de transfert	38,1	15,6	41%
5:dépenses d'investissement	8,9	-	0%
22:Prévoyance sociale	79,4	4,4	6%
3:dépenses de biens et services	0,5	0,3	58%
4:dépenses de transfert	78,9	4,1	5%
25:Santé	46,7	10,9	23%
3:dépenses de biens et services	17,0	7,7	45%
4:dépenses de transfert	11,4	3,2	28%
5:dépenses d'investissement	18,4	-	0%
29:Travail et emploi	20,3	0,4	2%
3:dépenses de biens et services	2,1	0,3	14%
4:dépenses de transfert	0,6	0,1	13%
5:dépenses d'investissement	17,6	-	0%
Total général	241,9	55,3	23%

Source : DGBFiP

Annexe 6 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de FCFA)

	LFR 2018	Exécution à fin mars	LF 2019	Exécution à fin mars 2019	Taux d'exécution
Charges de trésorerie et de financement					
Amortissement (dette extérieure)	257 044	22 284	354 376	101 513	29%
Emprunts extérieurs - courants	176 646	13 654	354 376	42 180	12%
Bilatéraux	52 226	5 212	50 987	14 435	28%
Multilatéraux	37 598	8 061	40 193	10 461	26%
Banques	86 823	382	263 196	17 284	7%
Marché international			-	-	-
Emprunts extérieurs - arriérés	80 398	8 630	-	59 333	-
Bilatéraux	854	492	-	908	-
Multilatéraux	3 251	-	-	4 054	-
Banques	76 293	8 138	-	54 371	-
Amortissement des prêts du secteur bancaire	253 937	27 455	263 518	17 661	7%
Intérieur - DGD	245 126	26 017	263 518	17 661	7%
Emprunts intérieurs - courants	245 126	26 017	263 518	17 661	7%
Banques	71 085	14 403	74 148	17 661	24%
Moratoires	84 851	6 313	72 634	-	0%
Divers	1 500	-	2 500	-	0%
Marchés financiers	87 689	5 300	114 236	-	0%
Emprunts intérieurs - arriérés	8 811	1 438	-	-	-
Banques	1 345	1 210	-	-	-
Moratoires		229	-	-	-
Divers	7 467	-	-	-	-
Autres amortissements	164 129	90 738	152 190	107 241	70%
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	17 391	-	-	5 257	-
Instances Trésor	64 457	70 968	63 739	68 021	107%
Arriérés de TVA	73 964	15 057	88 451	28 606	32%
Arriérés intérêts extérieurs	7 859	4 280	-	5 357	-
Arriérés intérêts intérieurs	458	433	-	-	-
Arriérés de SOGARA		-	-	-	-
Correspondants du Trésor	13 100	13 101			-
Prêts et avances	261 261	-	244 216	17 658	7%
Fonds souverain de la RG	69 839	-	98 413	-	0%
Prêts nets à SOGARA	32 690	-	28 331	17 658	62%
Dépôt BEAC	158 732	-	117 472	-	0%
Remboursement avances statutaires		-	-	-	-
Total (I)	949 471	153 578	1 014 300	244 073	24%
Ressources de trésorerie et de financement					
Tirages	679 243	11 131	679 520	93 032	14%
Tirages sur conventions en cours	98 702	11 131	143 075	2 838	2%
Tirages sur nouvelles conventions	7 651	-	37 067	-	0%
Tirages sur prêts programmes	572 890	-	499 378	90 194	18%
Emissions de titres publics	150 000	7 500	120 000	-	0%
Emissions de titres publics sur le marché international		-	-	-	-
Emissions de titres publics sur le marché intérieur	150 000	7 500	120 000	-	0%
Financement bancaire	-	-	-	-	-
Banque centrale		-			-
Financement non bancaire	47 100	-	120 479	6 850	6%
Règlement arriérés fiscaux	47 100	-	35 000	-	0%
Accumulation des instances			85 479	6 850	8%
Total (II)	876 343	18 631	919 999	99 881	11%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	- 73 128	- 134 947	- 94 301	- 144 192	
Solde budgétaire global	73 128	37 023	94 301	93 873	
Solde net	-	- 97 924	-	- 50 318	

Source : DGCPT

Annexe 7 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de FCFA)

2019									
RECETTES				DEPENSES				ECART	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale	LF 2019	Montant encaissé à la fin du 1er trimestre	Taux de réalisation	Comptes d'affectation spéciale	LF 2019	Montant payé à la fin du 1er trimestre	Taux de réalisation	Au 1er trimestre	Recettes/ Dépenses
Pensions	61 557	15 535	25%	Pensions	61 557	15 535	25%	46 022	-
Titre 3. Cotisations sociales	61 557	15 535	25%	Titre 4. Dépenses de transfert	61 557	15 535	25%	46 022	
Part salariale	30 166	6 444	21%	Pensions civiles et militaires	54 256	15 466	29%	38 790	
Part patronale de l'Etat	31 391	9 091	29%	Pensions spéciales	7 301	69	1%	7 232	
Prestations familiales et sociales	16 500	3 082	19%	Prestations familiales et sociales	16 500	3 082	19%	13 418	-
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	3 082	19%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	3 082	19%	13 418	
Allocations familiales	16 500	3 082	19%	Prestations familiales	16 500	3 082	19%	13 418	
Promotion du sport	4 218	784	19%	Promotion du sport	4 218	-	0%	4 218	784
Titre 1. Recettes fiscales	4 218	784	19%	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	
Taxe sur les jeux de hasard	276	38	14%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 109	-	0%	2 109	
Droits d'accises	3 942	746	19%	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	
			-	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 109	-	0%	2 109	
Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 899	302	16%	Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 899	200	11%	1 699	102
Titre 1. Recettes fiscales	1 899	302	16%	Titre 3. Dépenses de biens et services	633	60	9%	573	
Redevance audiovisuelle	1 899	302	16%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 266	140	11%	1 126	
Formation pour l'emploi	2 296	1 827	80%	Formation pour l'emploi	2 296	496	22%	1 800	1 331
Titre 1. Recettes fiscales	2 296	1 827	80%	Titre 3. Dépenses de biens et services	765	149	19%	617	
Taxe de formation professionnelle	2 296	1 827	80%	Titre 4. Dépenses de transfert	1 531	347	23%	1 184	
Service universel des communications électroniques	2 394	-	0%	Service universel des communications électroniques	2 394	-	0%	2 394	-
Titre 1. Recettes fiscales	2 394	-	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394	-	0%	2 394	
Redevance universelle	2 394	-	0%			-	-	-	
Promotion du logement décent	4 442	1 361	31%	Promotion du logement décent	4 442	-	0%	4 442	1 361
Titre 1. Recettes fiscales	4 442	1 361	31%	Titre 3. Dépenses de biens et services	888	-	0%	888	
Fonds National de l'Habitat (FNH)	4 442	1 361	31%	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 554	-	0%	3 554	
Gestion du patrimoine routier et qualité des carburant	17 939	1 538	9%	Gestion du patrimoine routier et qualité des carburant	17 939	976	5%	16 963	562
Titre 1. Recettes fiscales	17 939	1 538	9%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 794	98	5%	1 696	
Redevance d'usure de la route (RUR)	17 939	1 538	9%	Titre 5. Dépenses d'investissement	16 145	879	5%	15 267	
Total des recettes	111 246	24 428	22%	Total des dépenses	111 246	20 288	18%	90 958	4 140

Source : DGBFIP

Annexe 8 : Exécution de la solde permanente par mission (en FCFA)

Mission		Janvier		Février		Mars		Cumul à fin mars
N°	Intitulé	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Montant
1	Action extérieure du Gabon	607	631 677 495	598	624 906 445	570	604 672 332	1 861 256 272
2	Administration du territoire	559	376 647 158	539	369 397 058	545	370 882 152	1 116 926 368
3	Agriculture, élevage et pêche	950	527 680 604	938	516 686 718	928	511 629 218	1 555 996 540
4	Aménagement du territoire et tourisme	202	114 493 737	195	110 055 737	194	109 303 037	333 852 511
5	Conseil et Contrôle	191	155 009 465	185	149 236 065	179	145 162 075	449 407 605
6	Culture et Education Populaire	847	425 969 000	829	412 745 900	827	413 428 300	1 252 143 200
7	Défense	20 517	11 139 767 203	20 505	11 171 499 947	20 465	11 131 644 541	33 442 911 691
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	797	592 630 312	778	588 715 596	810	652 846 142	1 834 192 050
9	Economie forestière et protection de l'environnement	1 118	622 187 389	1 100	608 754 149	1 097	609 401 849	1 840 343 387
10	Communication	1 287	770 517 876	1 238	734 663 776	1 211	718 022 976	2 223 204 628
11	Education nationale	20 698	12 571 571 358	20 532	12 436 395 186	20 533	12 430 389 961	37 438 356 505
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	2 147	2 311 342 200	2 102	2 270 887 677	2 095	2 268 893 243	6 851 123 120
13	Entreprenariat et commerce	1 097	560 165 753	1 085	550 597 863	1 046	514 206 673	1 624 970 289
14	Gestion des finances publiques	3 725	2 225 628 586	3 652	2 172 608 516	3 644	2 164 446 111	6 562 683 213
15	Constructions, logements et équipements collectifs	1 777	890 680 026	1 739	868 042 881	1 764	893 373 281	2 652 096 188
16	mines et Industrie	351	233 314 542	346	229 288 042	300	190 302 442	652 905 026
17	Transports	974	518 168 908	943	494 064 954	935	487 873 054	1 500 106 916
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	420	272 730 453	413	267 602 083	408	263 781 299	804 113 835
19	Justice	2 779	1 913 790 610	2 748	1 889 436 780	2 730	1 882 867 013	5 686 094 403
21	Pouvoirs publics	2 415	2 408 477 424	2 389	2 382 944 623	2 389	2 360 388 796	7 151 810 843
22	Prévoyance sociale	1 689	792 436 704	1 678	784 556 329	1 671	782 397 529	2 359 390 562
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	517	356 444 754	499	339 346 094	477	320 575 754	1 016 366 602
25	Santé	8 794	5 067 622 972	8 673	4 981 779 668	8 631	4 953 919 932	15 003 322 572
26	Sécurité	7 729	3 988 951 242	7 728	3 998 044 942	7 721	3 994 964 674	11 981 960 858
27	Stratégie économique	1 342	783 704 090	1 311	764 223 470	1 302	758 881 470	2 306 809 030
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	1 044	586 636 758	1 028	572 887 103	1 040	590 848 003	1 750 371 864
29	Travail et emploi	873	538 374 019	850	521 021 422	853	523 140 377	1 582 535 818
31	Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	88	101 590 054	88	102 252 954	89	103 662 654	307 505 662
60	Pensions	5	2 257 700	5	2 257 700	5	2 257 700	6 773 100
Total Solde permanente (yc Prestations familiales) (A)		85 534	51 478 210 692	84 709	50 912 641 978	84 454	50 751 904 888	153 142 757 558
Prestations familiales (B)			1 026 521 800		1 027 115 000		1 027 888 900	3 081 525 700
Total hors prestations familiales(A-B)		85 534	50 451 688 892	84 709	49 885 526 978	84 454	49 724 015 988	150 061 231 858

Source : DGBFIP

Annexe 9 : Exécution de la solde permanente par mission (en FCFA)

TRANSFERT DE CREDIT (JANVIER AU 30 MARS) EXERCICE 2019

TITRE 3

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert de crédit pour la prise en charge de l'achat d'anticancéreux	646 000 000	25.836: Offre et accès aux soins
	Transfert de crédit pour la prise en charge de l'achat d'antirétroviraux.	3 500 000 000	25.843: Lutte contre le SIDA
	Prise en charge de la participation à la 63 ^{ème} session de la commission de la condition de la femme à New-York.	22 500 000	22.752: Protection et promotion de la famille
	Dotation exceptionnelle au profit du Ministère chargé du Suivi des réformes économiques et de la Planification du développement.	100 000 000	8.346: Coordination du travail gouvernemental
	Décision de prise en charge des dépenses liées à l'organisation des élections partielles des députés et des Sénateurs.	4 703 385 945	31.255: Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)
	Dotation exceptionnelle au profit du Gouvernorat du Haut-Ogooué	400 000 000	14.528: Comptabilité et trésorerie de l'Etat
	Financement de la Célébration jumelée de la Journée internationale de la femme et de la Journée Nationale de la Femme édition 2019.	200 000 000	22.759: Solidarité sociale
SOUS TOTAL TITRE 3		9 571 885 945	

TRANSFERT DE CREDIT (JANVIER AU 30 MARS) EXERCICE 2019

TITRE 4			
Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des frais de mission du Premier Ministre Chef du Gouvernement et du complément frais SPG du Séminaire Gouvernemental.	205 000 000	8.346:Coordination du travail gouvernemental
	Dotation pour la prise en charge des dépenses de souveraineté des membres du Gouvernement	300 000 000	8.346:Coordination du travail gouvernemental
	Dotation pour la prise en charge des dépenses de souveraineté des membres du Gouvernement	242 000 000	8.346:Coordination du travail gouvernemental
SOUS TOTAL TITRE 4		747 000 000	
TITRE 5			
Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Financement des travaux du palais de Justice de Port-Gentil.	657 380 000	30.948:Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Prise en charge des travaux de réhabilitation et d'aménagement de la Direction Générale des Services Spéciaux.	400 000 000	14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Financement des travaux de réhabilitation et équipement du Ministère de la Justice.	590 000 000	30.948:Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Prise en charge des travaux de l'Aéroport de MVENGUE.	700 000 000	30.948:Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
SOUS TOTAL TITRE 5		2 347 380 000	
TOTAL GENERAL		12 666 265 945	

Source : DGBFiP